



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
CS 40 331  
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 13/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TRIADIS SERVICES**

ZAC Sud Essor  
49 avenue des Grenots  
91150 Étampes

Références : 2025/012  
Code AIOT : 0006802432

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2025 dans l'établissement TRIADIS SERVICES implanté 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31140 Saint-Alban. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit notamment dans le cadre de la prise de poste de la nouvelle inspectrice en charge du suivi de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIADIS SERVICES
- 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31140 Saint-Alban
- Code AIOT : 0006802432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

Filiale depuis 2002 du groupe SECHE Environnement basé à Changé (53), la société TRIADIS Services exploite sur son site de Saint-Alban une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets non dangereux. La plateforme s'étend sur une superficie de 5400 m<sup>2</sup>. Elle est principalement composée d'un bâtiment administratif, d'un bâtiment d'exploitation (réception, tri, regroupement des déchets), de zones de chargement / déchargement de véhicules et de zones de stockage extérieures.

La société TRIADIS emploie une vingtaine de personnes sur le centre. Elle réceptionne en majorité des déchets d'entreprises (75-80 %) et des déchets de collectivités provenant de la région Occitanie. La gestion des déchets sur le centre est organisée en fonction de la filière de traitement (élimination, valorisation) retenue après les opérations de tri, regroupement et reconditionnement le cas échéant. Les déchets sont réceptionnés conditionnés (fûts, bidons) ou en cuve (GRV), sous forme liquide, gazeuse (aérosols), solide ou pâteuse, et stockés sur racks, étagères ou en vrac. La quantité maximale de déchets présents sur le centre est limitée à 275 tonnes.

Compte tenu des capacités d'accueil du centre, l'exploitation du centre de transit relève du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques n° 2718, 2792, 3510 et 3550. L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral du 04/04/1996, modifié en dernier lieu le 23/12/2016.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

- Le porter à connaissance concernant l'apport de déchets amiantés a été évoqué. Étant donné les difficultés d'accueil de particuliers sur le site (petite surface du site et gestion de la co-activité déchargement de camions/circulation de particuliers difficilement gérable), l'exploitant n'envisage plus cette évolution des conditions d'exploiter.

**> L'inspection demande à l'exploitant un courrier argumenté au préfet demandant le retrait de sa demande de modifications des conditions d'exploiter (apport de déchets amiantés par des particuliers).**

- Lors de la visite de l'établissement, 2 des piézomètres ont été vus et ne sont pas cadenassés.  
**> Il est demandé à l'exploitant de cadenasser les piézomètres de son site.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Protection incendie	Arrêté Préfectoral du 04/04/1996, article 6.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 04/04/1996, article 6.1.8	Sans objet
2	Plan d'opération	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	interne (2)	article 5	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté ::

- 2 faits sans suite ;
- 1 fait avec suites pour lequel des éléments démontrant la conformité des installations sont attendus de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/1996, article 6.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'intervention des moyens extérieurs et intérieurs est réalisé et des contacts réguliers avec ces moyens extérieurs ainsi que des liaisons rapides avec des moyens de secours sont établis et entretenus.</p> <p>L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R.512-29 du code de l'environnement sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour les scénarios développés dans l'étude de dangers susvisée au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le POI est en relation avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>Ce plan est transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours, à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Le POI décrit à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'organisation des secours y compris en dehors des heures d'ouverture,</li> <li>• le site,</li> <li>• les accidents potentiels avec les distances d'effet et une cartographie,</li> <li>• les moyens internes de lutte contre les éventuels incendie et effet toxique (fumées, nuage toxique etc...),</li> <li>• les informations sur les produits.</li> </ul> <p>Le POI comprend des fiches réflexes (fiches d'information et de communication préformatées).</p> <p>Le POI est mis à jour et testé à des intervalles de temps n'excédant pas 3 ans. Après chaque exercice, l'exploitant réalise une analyse de l'exercice et des enseignements à tirer.</p> <p>L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu de l'exercice accompagné si nécessaire d'un</p>

plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI de l'établissement a été mis à jour en novembre 2024. Cette nouvelle version du POI est transmise à l'inspection à l'issue de la visite, ainsi qu'au SDIS31 et à la préfecture (Direction Départementale de la Protection Civile).</p> <p>Un exemplaire du POI actualisé est disponible en permanence dans la salle de réunion (située à l'étage du bâtiment administratif) faisant office de poste de commandement.</p> <p>La version précédente du POI datait de février 2019.</p> <p>L'exploitant teste son POI sur 2 journées annuelles. Chacune de ces journées comprend 2 temps (matin/après-midi) durant lesquels sont testés 2 scénarios d'accident (thermique ; toxique). Le prochain exercice POI est prévu le 6 mars 2025 et les pompiers devraient y participer.</p> <p>Les rapports établis après chaque exercice n'ont pas été consultés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>le POI doit être mis à jour à des intervalles de temps n'excédant pas 3 ans ;</b></li> <li>- <b>l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours doivent être informés de la date retenue pour chaque exercice POI.</b></li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Plan d'opération interne (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition</p>

de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

**Annexe V : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021**

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

**Constats :**

Le POI de l'établissement a été mis à jour en novembre 2024.

Une astreinte est mise en place au niveau de l'établissement. Le personnel est mobilisable en 20 minutes selon l'exploitant.

Une analyse du POI de l'établissement dans sa version actualisée sera faite ultérieurement par l'inspection.

+ Cf. point de contrôle n°1.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Protection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/1996, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, composés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un réseau incendie maillé, maintenu hors gel, alimenté par le réseau public (3 bar) comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>deux poteaux incendie (DN 100) situés à l'intérieur de l'établissement permettant de fournir chacun et en simultané un débit minimal de 60 m<sup>3</sup> /h sous une pression de 3 ou 10 bar pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;</li> <li>une réserve d'eau de 60 m<sup>3</sup> qui alimente un groupe motopompe de surpression (80 m<sup>3</sup>/h, 13 bar) du réseau permettant de délivrer de l'eau pressurisée à 10 bar ;</li> </ul> </li> <li>d'un réseau de sprinklage (extinction automatique) composé d'un système d'émulsion, d'une réserve de 5 m<sup>3</sup> d'émulseur (type SFPM), de trois réserves d'émulseur de 1 m<sup>3</sup> chacune pour les zones I, C, K et d'une réserve d'émulseur de 2 m<sup>3</sup> pour les autres zones du bâtiment d'exploitation ;</li> <li>d'une unité mobile (mousse) avec lance incendie (30 m<sup>3</sup>/h) et un canon à mousse (60 m<sup>3</sup>/h) associé à 200 litres + 60 litres de réserve d'émulseur transportable alimentés par le groupe motopompe ;</li> <li>d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations lorsqu'elles sont couvertes, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>La répartition des moyens de détection et d'extinction sur les différentes zones est la suivante : [TABLEAU]</p> <p>Le débit minimal disponible pour l'extinction automatique (sprinklage) des zones BI, B2, E, EG, H et D du bâtiment d'exploitation est de 80 m<sup>3</sup>/h. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les équipements suivants ont été contrôlés en 2024 : extincteurs, RIA, poteaux incendie, détecteurs fumée, détecteurs flamme, équipements de désenfumage. Le registre de sécurité est dûment renseignée. Les caméras thermiques du site font l'objet d'intervention/réparation en cas de dysfonctionnement. Le renvoi de ces caméras dans le bureau du chef d'établissement a été vu.</p> <p>Les portes coupe-feu du bâtiment de stockage des déchets n'ont pas été pas contrôlées en 2024. Le dernier contrôle a eu lieu en octobre 2023.</p>

Lors de la visite, le constat a été fait que de l'émulseur mobile n'est pas situé sur rétention et est de plus positionné juste à côté d'un avaloir du réseau d'eau pluviale (à côté du bâtiment administratif).
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'émulseur en unité mobile doit être placé sur rétention et éloigné de tout regard du réseau d'eau pluviale.</b> À défaut, l'inspection pourra proposer une mise en demeure.</p> <p><b>Les portes coupe-feu de l'établissement doivent être contrôlées régulièrement.</b> À défaut, l'inspection pourra proposer une mise en demeure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois